



**SELECTION D'UN CONSULTANT**

**N° CQS/MCA-M/PP-08/CIF & COMPACT**

**Financé par**

**LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

**A TRAVERS**

**MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION (MCC)**

**\*\*\***

**SELECTION**

**D'UN CABINET D'AVOCATS-CONSEILS**

**AU PROFIT DE MCA-MOROCCO**

**\*\*\***

## INVITATION POUR CONSULTANT

Madame, Monsieur,

**Titre de la mission : Sélection d'un cabinet d'Avocats-conseils au profit de MCA-Morocco**

**Référence de la mission : N° CQS/MCA-M/PP-08/CIF & COMPACT**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et Millennium Challenge Corporation ont signé un deuxième programme de coopération (Compact II) le 30 Novembre 2015, d'un budget de 450 millions de dollars US (« Financement MCC »), auquel s'ajoute une contribution du Gouvernement du Maroc de 15% au minimum, destiné à contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Maroc.

L'Agence MCA-Morocco est l'entité chargée par le Gouvernement marocain de coordonner et d'exécuter le Programme du Compact. Désignée comme Entité Responsable, cette agence établit et signe les contrats et a la responsabilité de garantir la mise en œuvre adéquate du Programme.

Ce Compact comprend deux projets à savoir : « Éducation et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, l'Agence MCA-Morocco, « MCA-Morocco », souhaite engager des services **d'un cabinet d'Avocats-conseils pour l'assister sur les questions juridiques relatives à la mise en œuvre du compact**. L'objectif de cette consultation est de fournir des services juridiques au conseiller juridique interne de MCA-Morocco sur toutes les questions juridiques touchant MCA-Morocco dans la mise en œuvre et la clôture du Compact.

La sélection du consultant ayant les meilleures qualifications et la meilleure expérience se déroulera conformément aux directives de MCC en matière de passation des marchés suivant la procédure «Sélection basée sur la qualification du Consultant (CQS) » qui est une méthode basée sur l'examen des qualifications et des références du consultant. Cette procédure est consultable sur le site web de MCC <https://www.mcc.gov/resources/doc/program-procurement-guidelines>.

Afin de permettre à MCA-Morocco d'apprécier leurs qualifications relatives à la consultation précitée, les cabinets intéressés devront soumettre un dossier rédigé en langue française.

Les propositions doivent être déposées de manière électronique, via le lien <https://www.dropbox.com/request/ZDx2HWrOu1EpZnnAuIjk> , au plus tard le **26 Novembre 2018, à 16h00mn**, heure locale, à Rabat.

Les Propositions en retard ne seront en aucun cas acceptées.

Il convient de noter que **seules les propositions électroniques** seront **acceptées**. Les modalités de soumissions électroniques étant uniquement celles décrites dans l'annexe 3-Procédures de soumission des propositions.

Le dossier de qualification devra contenir les éléments suivants :

- ✓ La proposition technique composée des formulaires : TECH-1, TECH-2A, TECH-3, TECH-4, TECH-5A, TECH-8, TECH-11.
- ✓ La proposition financière composée du formulaire : FIN-4

Il est à préciser que les Termes de référence relatifs à cette mission, disponibles en langues française et anglaise, sont présentés en **Annexe 1** et que le délai associé à l'exécution de ladite mission court de la date de notification de l'ordre de service de commencement des prestations jusqu'au 30 Juin 2022. Les cabinets ont le droit de s'associer en indiquant leur chef de file.

### Grille d'évaluation

Critère	Sous-critères	Note
Capacité et Expérience du prestataire	<b>Note totale :</b>	<b>50 points</b>
	<b>Expérience générale de 15 années :</b>  Le Cabinet doit montrer qu'il dispose d'une expérience avérée d'au moins 15 ans, en tant que Conseiller juridique de clients institutionnels, dans le traitement d'une gamme complète de services juridiques en matière foncière, civile, administrative et commerciale, y compris la représentation de clients institutionnels en matière de conciliation, de médiation, d'arbitrage international et de défense judiciaire au Maroc et à l'étranger, ainsi que le montage de partenariats public-privé.  Le Cabinet doit aussi justifier d'une expérience en matière de travail avec des organismes gouvernementaux américains et/ou des institutions financières ou de développement international.	<b>15 points</b>
	<b>Capacité organisationnelle (organigramme de la structure, prestataire doit démontrer qu'il dispose des compétences humaines, matérielles et logistiques lui</b>	<b>15 points</b>

	<p><b>permettant de se mobiliser pour exécuter la prestation objet de ce contrat) :</b></p> <p>L'affectation de cette note tiendra compte de l'appréciation de ces ressources.</p>	
	<p><b>Références similaires :</b></p> <p>L'affectation de cette note tiendra compte de la fourniture par le soumissionnaire d'attestations délivrées par des clients institutionnels prouvant qu'il a réalisé, durant les 5 dernières années, au moins 15 prestations similaires ou en lien avec celles faisant l'objet de la présente consultation.</p>	<b>20 points</b>
<b>Qualifications du personnel clé de l'équipe mobilisée pour la réalisation de la mission objet de la présente consultation</b>	<b>Note totale :</b>	<b>50 points</b>
	<p><b>Un Juriste senior spécialisé dans le contentieux, et en particulier les ADR (Voies alternatives de règlement des différends),</b> justifiant d'au moins un Master en droit, et d'une expérience en matière des ADR d'au moins 15 ans dans ce domaine avec une excellente maîtrise de l'arbitrage international.</p> <p>Ce juriste doit être au moins bilingue (anglais/français).</p>	<b>20 points</b>
	<p><b>Un juriste senior spécialisé dans le domaine des PPP,</b> justifiant un Master en droit, et d'une expérience avérée d'au moins 10 ans dans ce domaine.</p> <p>Ce juriste doit être au moins bilingue (anglais/français).</p>	<b>15 points</b>
	<p><b>Un juriste senior spécialisé dans les questions foncières,</b> justifiant un Master en droit, et d'une expérience avérée d'au moins 10 ans dans ce domaine.</p> <p>Ce juriste doit être au moins bilingue (arabe/français).</p>	<b>15 points</b>

✓ Toute proposition ayant obtenu un total de moins de **65 points** sera écartée.

L'offre financière spécifiant les taux journaliers hors frais de déplacement que le cabinet compte appliquer pour chaque profil de juriste à mobiliser sera ouverte pour le cabinet retenu qui a obtenu le plus de points.

Par la suite, le panel d'évaluation technique procédera à l'évaluation de l'offre financière, à la vérification du caractère raisonnable de ladite offre et recommandera la négociation du contrat.

- ✓ La note de qualification technique finale sera confirmée suite à la présentation des consultants retenus. En effet, à ce stade de l'évaluation, le(s) meilleur(s) soumissionnaire(s) pourrai(en)t, le cas échéant, être convoqué(s) à présenter au panel d'évaluation via un webinaire, dans une durée ne dépassant pas une heure, ses(leurs) qualifications ainsi que ses(leurs) visions pour réaliser la mission avant de se prononcer sur la note finale de qualification technique. La présence de trois ressources clé serait, dans ce cas, obligatoire et elles peuvent être interviewées par le panel d'évaluation.
- ✓ Tout soumissionnaire incapable de démontrer à travers ses informations financières (**Annexe 2 - Formulaire Tech-2A** accompagné des états financiers) qu'il est économiquement et financièrement en mesure d'exécuter les prestations décrites dans les Termes de référence sera disqualifié.

**Note sur la fiscalité :**

Les prestations réalisées dans le cadre des activités de l'Agence MCA-Morocco et financées par MCC sont exemptées de la TVA mais ne sont pas exemptées des autres impôts. A ce sujet, vous êtes priés de vous reporter à l'**Annexe 4** (*Tax Exemption Guidelines for Vendors*).

**Modalités de paiement spécifiques :**

Le paiement s'effectuera sur présentation des pièces justificatives suivantes :

- Facture valide et correcte en cinq exemplaires ;
- Copie des ordres de service
- Originaux des attestations de réception (acceptation) des livrables dûment signées et certifiées par l'Agence MCA-Morocco.

Si un soumissionnaire désire obtenir des clarifications sur la présente consultation, il devra faire parvenir ses demandes par e-mail, au plus tard le X 2018, afin que les réponses soient fournies à tous les soumissionnaires enregistrés au plus tard le X 2018, à l'adresse suivante : [procurement@mcamorocco.ma](mailto:procurement@mcamorocco.ma).

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes meilleures salutations.

Signé : Lakhdar Abdelghni

Directeur Général de l'Agence MCA-Morocco

Annexes jointes :

- Annexe n°1- Termes de référence
- Annexe n°2- Formulaires de soumission : TECH-1, TECH-2A, TECH-3, TECH-4, TECH-5A, TECH-8, TECH-11, FIN-4
- Annexe n°3- Procédure de soumission électronique des propositions
- Annexe n°4- Tax Exemption Guidelines for Vendors

**ANNEXE 1- TERMES DE REFERENCE**

**TERMES DE REFERENCE POUR LA SELECTION**  
**D'UN CABINET D'AVOCATS-CONSEILS AU PROFIT DE MCA-MOROCCO**  
**(VERSION FRANÇAISE)**

**1. Contexte**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et Millennium Challenge Corporation ont signé un deuxième programme de coopération (Compact II) le 30 Novembre 2015, d'un budget de 450 millions de dollars US (« Financement MCC »), auquel s'ajoute une contribution du Gouvernement du Maroc de 15% au minimum, destiné à contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Maroc.

L'Agence MCA-Morocco est l'entité chargée par le Gouvernement marocain de coordonner et d'exécuter le Programme du Compact. Désignée comme Entité Responsable, cette agence établit et signe les contrats et a la responsabilité de garantir la mise en œuvre adéquate du Programme.

Ce Compact comprend deux projets à savoir : « Éducation et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

**Le projet « Education et formation pour l'employabilité » :**

Le projet « Education et formation pour l'employabilité », dont le budget est de l'ordre de 220 millions de dollars, a pour objectif de renforcer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle et de leur adéquation aux besoins du secteur productif. Ce projet s'articule autour de deux activités, à savoir « Education secondaire » et « Développement de la force du travail ».

- **L'activité « Education secondaire »** (112,6 millions \$) comprend trois composantes fondamentales : (i) la mise en place d'un modèle intégré d'amélioration des établissements d'enseignement secondaire ; (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves et du système d'information « MASSAR » ; et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.
- **L'activité « Développement de la force de travail »**, qui a pour objectif de renforcer l'employabilité des Marocains, comprend deux composantes :
  - **Formation professionnelle** (80,42 millions \$) s'articule autour de deux sous-composantes : (i) la mise en place du fonds « Charaka » dédié au financement de la création ou l'extension de centres de formation professionnelle ; et (ii) l'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle.

- **Emploi** (27 millions \$) couvre quatre sous-composantes : (i) l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail ; (ii) la promotion de l'emploi inclusif des jeunes en difficulté et des femmes ; (iii) l'appui à l'évaluation d'impact des politiques de l'emploi et du marché du travail ; et (iv) l'appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel.

### **Le projet « Productivité du foncier » :**

Le projet « Productivité du foncier » vise l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier pour mieux répondre aux besoins des investisseurs et attirer davantage d'investissements grâce à la mise en œuvre de trois activités : « Gouvernance du foncier », « Foncier industriel » et « Foncier rural ».

- **L'activité « Gouvernance du foncier »** (10,5 millions \$) permettra d'appuyer le Gouvernement dans (i) l'élaboration d'une stratégie foncière nationale et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre, selon une approche participative favorisant la recherche du consensus et l'appropriation de cette stratégie par tous les acteurs ; et (ii) la mise en œuvre des actions prioritaires dudit plan d'action.
- **L'activité « Foncier industriel »** (127 millions \$) porte sur la mise en œuvre de trois composantes : (i) la création du Centre d'expertise pour le développement du foncier industriel (CEDFI) ; (ii) la conception d'un nouveau modèle de développement de parcs industriels durables et de revitalisation de zones industrielles existantes, tiré par la demande du marché et privilégiant le partenariat public-privé et la durabilité environnementale et sociale. Ce modèle sera mis en œuvre, à titre pilote, dans trois zones industrielles ; et (iii) la mise en place d'un fonds pour les zones industrielles durables (FONZID) visant à soutenir des projets améliorant la gouvernance et la durabilité de zones industrielles existantes ou nouvelles.
- **L'activité « Foncier rural »** (33 millions \$), a pour objectif de développer une nouvelle procédure optimisée et simplifiée pour la transformation de la propriété dans l'indivision des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation et régies par le Dahir n° 1-69-30 du 25 juillet 1969 en propriétés individuelles au profit des ayants droit (opération connue sous le nom « melkisation »). Cette procédure optimisée sera mise en œuvre, à titre pilote, pendant une tranche de base, sur une superficie d'environ 50 000 hectares (Ha) bruts de terres collectives situées dans le périmètre d'irrigation du Gharb, et, pendant une tranche optionnelle, sur une superficie d'environ 15 000 Ha bruts dans le périmètre d'irrigation de la Tassaout dans le Haouz.

## **2. Informations sur l'Agence MCA-Morocco :**

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Créée en septembre 2016, l'Agence est chargée de la mise en œuvre du Compact II.

## **3. Objectifs de la Mission**



Dans le cadre de l'exécution de sa mission, MCA-Morocco souhaite engager des services d'un cabinet d'Avocats-conseils pour l'assister sur les questions juridiques relatives à la mise en œuvre du Compact, comme il est indiqué ci-dessous. L'objectif de cette consultation est de fournir des services juridiques au conseiller juridique interne de MCA-Morocco sur toutes les questions juridiques touchant MCA-Morocco dans la mise en œuvre et la clôture du Compact.

#### **4. Etendue de la mission**

La mission du cabinet d'Avocats-conseils consistera, entre autres, à fournir à MCA-Morocco, des conseils juridiques sur les questions touchant aux activités de MCA-Morocco, y compris, mais sans s'y limiter, le droit administratif, le droit civil, le droit fiscal, le droit foncier, le droit commercial, les contrats relatifs à la construction d'infrastructures, etc.

Le cabinet d'Avocats-conseils aidera également MCA-Morocco à identifier et à analyser les problèmes juridiques, à négocier et à rédiger des documents clés, à présenter des recommandations et à assurer la conformité avec la loi et les documents du Compact.

Les services du cabinet d'Avocats-conseils comprennent aussi l'assistance à MCA-Morocco dans ses rapports avec les organismes gouvernementaux compétents, notamment en ce qui concerne l'exécution des actions requises pour la mise en œuvre réussie du Compact.

Les services peuvent également inclure la rédaction et l'analyse de divers accords relatifs à la passation des marchés, aux projets de construction et aux services de consultation sous la direction du Conseiller Juridique.

L'Avocat-conseil peut être requis pour assister le Conseiller Juridique de MCA-Morocco dans l'exercice de ses responsabilités, et lui prodiguer des conseils ou émettre des avis juridiques pour le compte de MCA-Morocco. L'Avocat-conseil peut en outre effectuer les tâches suivantes :

1. Conseiller ou représenter MCA-Morocco dans toute procédure éventuelle de règlement des différends, y compris les procédures informelles ou formelles, l'arbitrage, la Conciliation ou devant les centres d'arbitrage et de médiation et les juridictions marocaines ;
2. Participer à la rédaction et à la négociation des Accords Complémentaires et autres accords connexes au Compact, le cas échéant, examiner et rédiger tout autre document relatif à la mise en œuvre ou à la clôture du Compact ;
3. Assister le Conseil d'Orientation Stratégique de l'agence MCA-Morocco, le Directeur Général, ainsi que le personnel de l'agence à s'assurer que les activités de MCA-Morocco soient conformes : (i) aux obligations de MCA-Morocco contenues dans le Compact et l'Accord de mise en œuvre du Programme (PIA) ou toutes autres obligations déléguées à MCA-Morocco par le Gouvernement, (ii) tous les Accords Complémentaires, et (iii) toutes les lois et règlements du Maroc ;
4. Fournir des conseils sur les questions juridiques liées à la mise en œuvre et à l'interprétation du Compact, du PIA et des Accords Complémentaires ;

5. Procéder à une revue du Compact et des Accords connexes en vue d'aider à identifier et résoudre tout conflit éventuel avec le droit positif marocain ;
6. Identifier et conseiller MCA-Morocco sur les questions juridiques liées à la formation de sociétés commerciales, de fonds et autres entités juridiques marocaines créées pour intervenir dans la mise en œuvre du Programme ;
7. Conseiller le COS et la Direction Générale sur les questions juridiques liées à la gestion de MCA-Morocco au fur et à mesure qu'elles surviennent ;
8. Fournir le conseil et les avis sur les questions juridiques relatives aux processus et aux procédures de passation de marchés à suivre, en conformité aux dispositions du Compact, du contrat passé avec l'Agent de Passation des Marchés, et aux Directives de MCC relatives à la Passation des Marchés ou tout autre accord connexe ;
9. Fournir des conseils juridiques sur les questions liées à l'emploi en vertu de la législation marocaine du travail, notamment le code du travail et le Statut général de la fonction publique ;
10. Conseiller MCA-Morocco sur les questions juridiques liées à la structure et à la mise en œuvre du Programme objet du Compact (y compris les questions spécifiques aux projets), et les questions relatives aux structures de gouvernance et de gestion de MCA-Morocco, aux entités de mise en œuvre, à la gestion financière et à l'environnement ;
11. Fournir un appui technique à MCA-Morocco pour mener à bien les procédures administratives et techniques requises par la loi marocaine, dans le cadre de la mise en œuvre des projets du Compact ;
12. Apporter son assistance pour la dissolution de MCA-Morocco et la gestion des documents pertinents des projets pendant la période de clôture du Compact ;
13. Coopérer avec les entités gouvernementales intervenant dans la mise en œuvre du Programme et leur fournir des Conseils sur les responsabilités du Gouvernement dans la mise en Œuvre du Compact, de l'Accord de Mise en Œuvre du Programme et de tout autre Accord Complémentaire pour le compte de MCA-Morocco ;
14. Fournir des conseils juridiques sur les droits de propriété intellectuelle dans le cadre de l'exécution du Compact ;
15. Conseiller MCA-Morocco sur le droit de propriété foncière au Maroc, notamment en ce qui concerne l'acquisition de terres, le transfert de droit de propriété et les questions connexes ;
16. Assurer le conseil juridique en matière de montage de partenariats public privé (PPP) notamment dans le domaine du foncier industriel ;
17. Fournir des conseils et des avis sur les questions fiscales en vertu du droit marocain ; et
18. De manière générale, fournir à MCA-Morocco toute prestation juridique en rapport avec l'exécution de sa mission.

## **5. Qualifications et expérience**

Ces services devraient être fournis par un cabinet d'avocats ayant de préférence une expérience avérée d'au moins 15 ans, en tant que Conseiller juridique de clients institutionnels et ayant, au moins, trois (3) praticiens du droit spécialisés respectivement dans les domaines du contentieux (15 ans d'expérience), des PPP (10 ans d'expérience) et du foncier (10 ans d'expérience).

Le cabinet d'avocats doit être dûment autorisé à exercer au Maroc et doit confirmer qu'il n'a pas de conflit d'intérêts pouvant l'empêcher de fournir des prestations ou de représenter MCA-Morocco.

Les Cabinets intéressés par la présente offre doivent également fournir des informations indiquant qu'ils ont les qualifications suivantes :

1. Expérience professionnelle générale au Maroc et à l'étranger ;
2. Expérience et maîtrise des lois, des règlements, des exigences et des procédures dans les domaines de l'éducation, du foncier, de la passation des marchés, de l'environnement et la sécurité et des normes et des procédures y afférentes ;
3. Capacité d'assurer la représentation et la défense en matière de litiges et différends par voie de conciliation, médiation, arbitrage ou par voie judiciaire, au Maroc et à l'étranger ;
4. Expérience dans la représentation des clients dans le cadre du financement de projets d'infrastructure ;
5. Expérience dans la transmission du droit de propriété, notamment en ce qui concerne l'acquisition de terrains, la réinstallation et les questions immobilières dans le cadre de projets de développement ;
6. Expérience en matière de montage de partenariats public-privé, idéalement dans le domaine du foncier industriel ;
7. Expérience dans le traitement d'une gamme complète de services juridiques en matière foncière, civile, administrative et commerciale ; et
8. Expérience de travail avec des organismes gouvernementaux des États-Unis et / ou des institutions financières ou de développement international.

## **6. Modalités d'exécution du Contrat**

Les tâches et activités ci-dessus sont donnés à titre indicatif.

- L'Avocat-Conseil ne sera payé que sur les tâches qui lui sont affectées par MCA-Morocco moyennant un ordre de service pour chaque tâche.
- Pour chaque tâche que MCA-Morocco envisage de confier à l'Avocat Conseil, celui-ci fournit une estimation financière et un délai d'exécution/livraison, sur la base des taux

préalablement convenus dans le Contrat et du niveau d'effort estimé par l'Avocat-Conseil pour la prestation en question.

- Si l'offre proposée convient à MCA-Morocco, un ordre de service est notifié à l'Avocat-Conseil.
- Les prestations ne sont payées que si elles sont acceptées par MCA-Morocco. L'Avocat-Conseil est tenu de prendre en compte les remarques de MCA-Morocco.

## **7. Durée d'intervention**

La durée d'intervention est estimée à la durée restante du Compact, jusqu'au 30 juin 2022, depuis la signature du Contrat.

## **8. Délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont définis pour chaque prestation à part. Elle comprend le délai de la préparation du livrable, le délai d'examen et de formulation des commentaires et le délai pour l'intégration des commentaires par le prestataire.

## **9. Qualifications du personnel-clé**

Pour confirmer sa capacité à mener à bien la mission qui lui sera confiée au terme de la présente consultation, chaque soumissionnaire devra s'engager à mobiliser une équipe hautement qualifiée de juristes en fonction de la question à traiter.

Le cabinet devra compter obligatoirement parmi ses membres, des compétences avérées et de très haut niveau dans leurs domaines de spécialisation respectifs, en l'occurrence :

- **Un Juriste senior spécialisé dans le contentieux, et en particulier les ADR (Voies alternatives de règlement des différends)**, justifiant d'au moins un Master en droit, et d'une expérience en matière des ADR d'au moins 15 ans dans ce domaine avec une excellente maîtrise de l'arbitrage international.

Ce juriste doit être au moins bilingue (anglais/français).

- **Un juriste senior spécialisé dans le domaine des PPP**, justifiant un Master en droit, et d'une expérience avérée d'au moins 10 ans dans ce domaine.

Ce juriste doit être au moins bilingue (anglais/français).

- **Un juriste senior spécialisé dans les questions foncières**, justifiant un Master en droit, et d'une expérience avérée d'au moins 10 ans dans ce domaine.

Ce juriste doit être au moins bilingue (arabe/français).

## **10. Niveau d'effort**

Le niveau d'effort sera défini pour chaque prestation à part, avant de lancer l'ordre de service de ladite prestation. Le montant de l'ensemble des prestations fournies suites aux ordres de service émis par MCA-Morocco ne devra pas dépasser 250.000.00 USD.

**TERMS OF REFERENCE FOR SELECTION**  
**OF A LEGAL-ADVISOR FOR MCA-MOROCCO**  
**(ENGLISH VERSION)**

**1. Background**

On November 30, 2015, the Government of the Kingdom of Morocco concluded a second cooperation program (Compact II) with the United States Government, represented by the Millennium Challenge Corporation (MCC), with the objective of improve the quality of human capital and land productivity.

The budget allocated by MCC for this cooperation program is \$ 450 million, plus a contribution from the Moroccan government of \$ 92 million.

The overall amount will finance, over a period of five years, two projects, namely "Education and training for employability" and "Land productivity".

**- The project "Education and training for employability» :**

The "Education and Training for Employability" project, whose budget is of the order of \$ 220 million, aims to strengthen the employability of young people through the improvement of the quality of secondary and secondary education. vocational training and their relevance to the needs of the productive sector. This project is structured around two activities, namely "Secondary Education" and "Workforce Development".

The "Secondary Education" activity (\$ 112.6 million) comprises three basic components : (i) the establishment of an integrated model for improving secondary education institutions based on the strengthening of decentralization, management autonomy, rehabilitation of infrastructure and student-centered pedagogy. This component will be deployed in nearly 100 secondary education institutions in three regions, (ii) the strengthening of the system of learning assessment and the MASSAR information system (iii) the development of a new approach for the maintenance and upkeep of infrastructure and school equipment.

The " Workforce Development" activity, which aims to strengthen the employability of Moroccans, has two components:

The "Vocational Training" activity (\$ 80.42 million) is based on two components : (i) the establishment of a fund dedicated to the financing of new centers or the conversion of existing vocational training centers into the framework of public-private partnerships and (ii) support for the operationalization of the vocational training reform.

The "Employment" activity (\$ 27 million) covers four components : (i) support for the operationalization of an integrated labor market observation system, (ii) promotion of inclusive youth employment of unemployed and disadvantaged women in the labor market

through performance-based financing and support programs for their integration, (iii) support for the evaluation of the impact of employment and labor market and (iv) support for the promotion of gender equity in the workplace.

- **The project "Productivity of land":**

The "Land productivity" project aims to improve the governance and productivity of land to better meet the needs of investors and attract more investment through the implementation of three activities: "Industrial land", "Rural land" and "Land Governance".

The "Land Governance" activity (\$ 10.5 million) will support the Government in (i) the development of a national land strategy and an action plan for its implementation, according to a participatory approach promoting consensus building and ownership of this strategy by all actors and (ii) implementation of the action plan's priority actions

The "Industrial Land" activity (\$ 127 million) focuses on the implementation of three components: (i) the creation of a center of expertise for the development of industrial land, (ii) the design of a new model for the development of sustainable industrial parks and the revitalization of existing industrial zones, favoring public-private and market-oriented partnerships and environmental and social sustainability; this model will be implemented, on a pilot basis, in three industrial zones and (iii) the establishment of a fund for sustainable industrial zones (FONZID) to support projects improving the governance and sustainability of existing or new industrial zones.

The "Rural Land" activity (\$ 33 million) aims to develop a new optimized and simplified procedure for the transformation of joint ownership of collective land located in irrigation perimeters and governed by Dahir no. 1-69-30 of July 25, 1969 in individual properties for the benefit of rights holders (operation known as "melkisation"). This optimized procedure will be implemented on a pilot basis over an area of 46,000 hectares of collective land within the Gharb irrigation scheme.

## **2. MCA-Morocco Agency Information**

The Millennium Challenge Account-Morocco Agency (MCA-Morocco) is a public institution with legal personality and financial autonomy. Created in September 2016, the Agency is in charge of the implementation of Compact II.

The MCA-Morocco Agency is administered by a Strategic Orientation Council, chaired by the Head of Government and assisted by a management committee in overseeing the implementation of Compact.

Managed by a Chief Executive, the Agency MCA-Morocco includes functional structures and support structures.

The MCA-Morocco Agency will be dissolved 120 days after the expiry date of the Compact II.

Pursuant to the Compact and the Program Implementation Agreement between MCC and the Government dated May 25, 2017 (the "PIA"), Millennium Challenge Account-Morocco ("MCA-Morocco") is responsible for managing the implementation of the Compact program on behalf of the Government. MCA-Morocco is governed by its Board of Directors ("Board"). MCA-Morocco will have responsibility to ensure that the Program is implemented in a timely, effective, efficient, and results-oriented manner in accordance with the terms of the Compact. MCA-Morocco is headed by the Director General.

MCC and the Government may enter into additional supplemental agreements ("Supplemental Agreements") to facilitate implementation of the Program.

### **3. Objective of the Assignment**

In line with its mission, MCA-Morocco would like to engage legal support services ("External Counsel") to assist it on legal matters pertaining to the implementation of the Program as provided below. The objective of this consultancy is to provide legal services to MCA-Morocco in-house legal counsel ("Legal Counsel") on all legal issues affecting MCA-Morocco in the implementation of the Compact and Compact closeout.

### **4. Scope of Work**

The External Counsel will assist in providing legal advice on issues affecting the operations of MCA-Morocco, including but not limited to, contract law, fiscal law, tax law, property law, infrastructure contracts, and governance and corporate records management. The External Counsel will also assist MCA-Morocco in identifying and analyzing legal issues, negotiating and drafting key documents, presenting recommendations, and assuring legal and corporate compliance.

The services include assisting MCA-Morocco in its cooperation with the relevant Governmental agencies with regard to performance of the required actions for successful implementation of the Compact. The services may also include drafting and analyzing various agreements relating to procurement, construction projects, and consulting services under the direction of Legal Counsel.

The External Counsel may be required to assist the Legal Counsel in the exercise of his/her responsibilities and advise and provide counsel to the Legal Counsel on behalf of MCA-Morocco. The External Counsel may perform the following tasks:

1. Advise or represent the MCA-Morocco in any potential dispute resolution proceeding, including informal or formal proceedings, arbitration, dispute adjudication boards, or in the courts of Morocco;
2. Assist in drafting and negotiating the Supplemental Agreements and other related agreements, reviewing and drafting other documents related to Compact implementation and close-out;

3. Assist MCA-Morocco Board of Directors, management and staff in ensuring that MCA-Morocco activities comply with: (i) the obligations of MCA-Morocco contained in the Compact and the PIA or otherwise delegated to MCA-Morocco by the Government, (ii) all Supplemental Agreements, and (iii) all Morocco laws and regulations;
4. Provide advice on legal issues relating to the implementation, interpretation, and compliance of the Compact, PIA and Supplemental Agreements;
5. Identify and advise MCA-Morocco on the resolution of legal issues related to the formation of business entities, funds and other legal entities in Morocco for implementation of the proposed Program;
6. Perform additional due diligence required to determine and maximize the viability of the proposed program, including identifying and proposing solutions to legal impediments to the Compact's treatment as an international agreement that would supersede domestic laws under Morocco laws;
7. Advise the Board of Directors and MCA-Morocco on legal issues and address management-related legal issues as they arise;
8. Provide external advice and opinions on legal issues relating to the procurement processes and procedures to be followed in compliance with the Compact, the Procurement Agent Contract, the MCC's Program Procurement Guidelines, and any other related agreements;
9. Provide legal advice on employment-related issues under general employment law and Morocco-specific employment legislation including and not limited to the General Statute of the Civil Service (Statut Général de la Fonction Publique) and the Labor Law (Code du travail);
10. Advise MCA-Morocco on the resolution of legal issues related to the structure and implementation of the proposed program (including project-specific matters), issues related to the governance and management structures of the MCA-Morocco and implementing entities, financial management, and environmental matters;
11. Provide technical support to the MCA-Morocco to carry out all the legal, administrative, and technical steps required under Morocco law;
12. Assist with the wind-up of MCA-Morocco and the termination of relevant project documents during the Compact closeout period;
13. Cooperate with and advise Government representatives regarding the Government's responsibilities under the Compact, the PIA, and any other Supplemental Agreements on behalf of MCA-Morocco;
14. Provide legal advice on intellectual property rights as issues arise under the Compact;
15. Advise on property rights under Morocco law, including land acquisition, conveyancing and related matters;
16. Advise on setting up public-private partnerships, particularly in the field of industrial land;



17. Provide advice and counsel on tax issues under Morocco law, and,
18. In general, provide MCA-Morocco with any legal services related to the performance of its mission.

## **5. Qualifications and Experience**

These services should be provided by a law firm with preferred 15 years of experience, with not less than three (3) legal practitioners who have respectively at least an aggregate of 15 years of post-qualification (Litigation specialist) and 10 years (PPP specialist and Land specialist).

Firms must be authorized to practice in Morocco and must confirm that they have no conflicts of interest that would prevent them from undertaking the representation. They also must provide information indicating they have the following qualifications:

1. General work experience within and outside Morocco;
2. Experience and familiarity with education sector, land sector, procurement, environmental, health and safety laws, regulations, fiscal, compliance requirements and procedures;
3. Full service litigation capacity with practical experience of claims, adjudication, mediation, or arbitration processes within and outside Morocco;
4. Experience in representing clients in connection with the financing of infrastructure projects;
5. Experience in conveyance, land acquisition, resettlement, and real estate matters in connection with developmental projects;
6. Experience in public-private partnerships, preferably in the field of industrial land;
7. Experience in dealing with a full range of contract, commercial, and land law services; and
8. Experience in working with United States Government agencies and/or international financial or development institutions.

## **6. Conditions of the Contract execution**

- The tasks and activities below are given as an indication.
- The Legal-Counsel will only be paid on the tasks assigned to him by MCA-Morocco by a service order, for each task.
- For each task that MCA-Morocco plans to consign to the Legal-Counsel, this later shall provides a financial estimation and a estimated time for execution/delivery, based of the rates previously agreed in the Contract and the estimated level of effort for the task in question.
- If the offer is suitable for MCA-Morocco, a service order is notified to the Counsel.

- MCA-Morocco will only be liable to pay for deliverables accepted by MCA-Morocco. The Legal-Counsel is obliged to take into account the remarks of MCA-Morocco.

## **7. Duration of intervention**

The duration of contract is estimated at the remaining duration of the Compact, i.e until June 30, 2022, starting from the signing of the Contract.

## **8. Time limits**

Turnaround times are defined for each service separately. It includes the time to prepare the deliverable, the deadline for review and commenting and the deadline for the inclusion of comments by the provider.

## **9. Qualifications of key personnel**

To confirm its ability to carry out the mission entrusted to it at the end of this consultation, each tenderer must commit to mobilizing a highly qualified team of lawyers according to the issue to be addressed.

The firm must have among its members, proven and very high-level skills in their respective areas of expertise, namely:

- A senior lawyer specializing in litigation, and in particular ADRs (Alternative Dispute Resolution), with at least a Master's degree in Law, and an ADR experience of at least 15 years, with an excellent command of international arbitration.

This lawyer must be at least bilingual (English / French).

- A senior lawyer specializing in the field of PPPs, with a Master's degree in Law, and proven experience of at least 10 years in this field.

This lawyer must be at least bilingual (English / French).

- A senior lawyer specializing in land issues, with a Master's degree in Law, and proven experience of at least 10 years in this field.

This lawyer must be at least bilingual (Arabic / French).

## **10. Level of effort**

The level of effort will be defined for each service separately, before launching the task order for the specific prestation. The total amount of services provided as a result of work orders issued by MCA-Morocco shall not exceed 250,000.00 USD.

**ANNEXE 2- FORMULAIRES DE SOUMISSION**

**Formulaire TECH-1**

**Formulaire de soumission de la proposition technique**

**Rabat, le [insérer la date]**

À : **M. Abdelghni LAKHDAR**, Directeur Général

Adresse : Agence MCA-Morocco, Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI-Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat- Maroc

Madame, Monsieur,

**SELECTION D'UN CABINET AVOCATS-CONSEILS AU PROFIT DE MCA-MOROCCO**

**Réf. : N° CQS/MCA-M/PP-08/CIF & COMPACT**

Nous, soussignés, exprimons notre intérêt, pour la mission citée plus haut conformément à votre demande de manifestation d'intérêt en date du **[Insérer la date]** et vous soumettrons par la présente, le dossier de qualification.

Nous attestons par la présente que nous ne sommes pas engagés dans des activités interdites décrites dans la quinzième partie des Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC, et que nous ne les facilitons et ne les permettons pas, et nous ne nous engagerons pas dans de telles activités interdites pendant toute la durée du Contrat, et nous ne les faciliterons et ne les permettons pas. Par ailleurs, nous donnons notre garantie que les activités interdites décrites dans la quinzième partie des Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC ne seront pas tolérées de la part de nos Sous-consultants et de nos employés respectifs. Enfin, nous reconnaissons que notre engagement dans de telles activités serait une cause valide de suspension ou de résiliation du Contrat.

Nous accusons réception de la Politique de la MCC relative à la prévention, la détection et l'atténuation des conséquences des fraudes et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC<sup>1</sup>. Nous avons pris des mesures pour nous assurer qu'aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne s'est engagée dans des pratiques de corruption ou de fraude.

Nous soumissionnons conjointement avec :

**[Insérer la liste comportant le nom et l'adresse complets de chaque Consultant]**

---

<sup>1</sup> Disponible sous [www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption](http://www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption)

**associé].<sup>2</sup>**

Nous attestons par la présente que toutes les informations et déclarations contenues dans ce dossier de qualification sont exactes et acceptons que toute erreur qu'elles contiendraient puisse entraîner notre disqualification.

Il est entendu que vous n'êtes pas tenus d'accepter les propositions que vous recevez.

Sincères salutations,

**[Signataire autorisé]**

**[Nom et fonction du  
signataire]**

**[Nom du Consultant]**

**[Adresse du Consultant]**

Annexes :

1. Procuration écrite confirmant que le signataire de la proposition est dûment autorisé à signer la proposition au nom du Consultant et de ses associés ;
2. Acte(s) constitutif(s) (ou autres documents justifiant le statut juridique) ;
3. Accord de constitution de coentreprise ou de groupement.

---

<sup>2</sup> [Supprimer si aucun regroupement n'est envisagé.]

## Formulaire TECH-2A      Capacité financière du Consultant

[La capacité financière du Consultant à se mobiliser et à exécuter les Services est capitale. Le Consultant est tenu d'inclure les informations sur sa situation financière. Pour ce faire, il peut déposer les états financiers audités des trois (3) dernières années plus les lettres d'audit OU les états financiers certifiés des trois (3) dernières années plus les déclarations d'impôts.

Le non-dépôt de l'un ou l'autre des documents ci-dessus comme preuve de sa capacité entraînera le rejet de sa proposition.

Si la proposition est soumise par une coentreprise, chacune des entités la composant doit présenter ses états financiers. Les rapports doivent être présentés suivant l'ordre d'importance décroissant des associés au sein de la coentreprise.

En outre, le formulaire de données financières ci-dessous devra être rempli pour le Consultant et tous les associés nommés.

L'Agence MCA-Morocco se réserve le droit de demander des informations supplémentaires sur la capacité financière du Consultant. Tout Consultant incapable de démontrer à travers ses états financiers qu'il est financièrement en mesure d'exécuter les Services requis peut être disqualifié.]

Informations Financières (X USD)	Information historique pour les trois (3) derniers exercices (du plus récent au plus ancien (X USD))		
	Exercice 1	Exercice 2	Exercice 3
Informations extraites du Bilan			
(1) Total Actifs (TA)			
(2) Actifs circulants (AC)			
(3) Total Passif (TP)			
(4) Passif circulant (PC)			
Informations extraites de la Déclaration de revenus			
(5) Chiffre d'affaires total (Total Revenue)			
(6) Bénéfices avant Impôt (BAI)			

Actif Net Comptable (Comptabilité française) ou Net Worth ( <i>English Accounting</i> )			
Ratio de liquidité générale ( <i>Current Ratio</i> ) (2) / (4)			
Actifs circulants nets			
Marge bénéficiaire nette % (Résultat net plus amortissement / Chiffre d'affaires ( <i>Gross Revenue</i> ))			

Signataire Mandaté

Nom et titre du Signataire

Nom du Consultant

**Formulaire TECH-3**

**Organisation du Consultant**

[Fournir un résumé du profil et de l'organisation de votre cabinet/entité et de chacun de vos associés dans le cadre de cette mission. Inclure l'organigramme de votre cabinet/entité. La proposition doit montrer que le Consultant dispose des capacités organisationnelles et de l'expérience nécessaires pour fournir au siège, un système de gestion de projet relatif au Contrat et à son équipe projet dans le pays, un appui administratif et technique. La proposition doit en outre montrer que le Consultant peut travailler hors siège et fournir rapidement du personnel remplaçant expérimenté.

**Maximum 10 pages**

## Formulaire TECH-4      Expérience du Consultant

[Fournir dans le tableau ci-dessous des informations sur chaque mission pertinente pour laquelle votre cabinet et chacun de vos associés pour la mission ont été officiellement recrutés à titre individuel comme société ou comme l'un des cabinets chefs de file au sein d'un groupement, pour accomplir des services de Consultants similaires à ceux mentionnés dans les Termes de référence de la présente lettre d'invitation. La proposition doit montrer que le Consultant a fait ses preuves dans l'exécution de projets similaires quant à la substance, à la complexité, à la valeur, à la durée et au volume de services liés à cette consultation.

**Maximum 20 pages]**

Dénomination de la mission :	Montant approximatif du Contrat (en USD courant) :
Pays : Localisation dans le pays :	Durée de la mission (en mois) :
Nom du client :	Nombre personnel-mois total de la mission :
Adresse :	Montant approximatif des services fournis par votre cabinet en vertu du Contrat (en USD courant) :
Date de début (mois/année) : Date d'achèvement (mois/année) :	Nombre personnel professionnel-mois fourni par les consultants associés :
Nom des consultants associés (le cas échéant) :	Nom des cadres professionnels supérieurs de votre cabinet impliqués et tâches accomplies (indiquer les meilleurs profils de cadres, par exemple directeur/coordonnateur de projet, chef d'équipe) :
Description du projet :	
Description des services réellement fournis par votre personnel dans le cadre de la mission :	

Nom du cabinet : \_\_\_\_\_



### **Formulaire TECH-5A      Références du Consultant**

Le Consultant est tenu de fournir au moins quinze attestations de référence ou de bonne exécution (des contrats similaires) dûment signées et vérifiables qui confirment le type de travaux exécutés et la qualité de l'expérience professionnelle inscrite dans le formulaire TECH-4.

En plus, l'Agence MCA-Morocco se réserve le droit, à sa seule discrétion, de contacter d'autres sources et de vérifier les références et les performances passées d'un Consultant, y compris, sans être exhaustif, les sources énumérées dans le formulaire TECH-4.

La qualité des références sera prise en compte dans la notation technique finale.

**Formulaire TECH-8****Composition de l'équipe et répartition des tâches**

Personnel clé				
Nom de l'employé	Organisation	Domaine d'expertise	Poste d'affectation	Tâches assignées

## FORMULAIRE TECH-11 Curriculum Vitae (CV) du personnel professionnel clé proposé

- |     |  |   |
|-----|--|---|
| 1.  | Position proposée  | [Insérer le poste proposé]  |
| 4.  | Nom du cabinet   | [Insérer le nom du cabinet proposant le personnel]  |
| 5.  | Nom de l'employé   | [insérer le nom complet]  |
| 6.  | Date de naissance  | [Insérer la date de naissance]  |
| 7.  | Nationalité  | [Insérer la nationalité]  |
| 8.  | Formation  | [Indiquer pour chaque employé les établissements fréquentés et toute formation spécialisée suivie, accompagnée du nom des institutions, des diplômes obtenus et des dates d'obtention]  |
| 9.  | Appartenance aux groupements professionnels  |   |
| 10. | Autres formations  | [Indiquer les diplômes supérieurs et toute autre formation]   |
| 11. | Pays de l'expérience professionnelle   | [Citer les pays où l'employé a servi au cours des 10 dernières années]  |
| 12. | Langues  | [Pour chaque langue, indiquer le niveau de compétence : bon, passable ou mauvais à l'oral, à la lecture et à l'écrit]   |
|     | Langue   | À l'oral                      À la lecture                      À l'écrit   |
| 13. | Dossier récapitulatif des embauches  | <p>[À partir de la position actuelle de chaque employé, citer dans l'ordre inverse les emplois occupés depuis l'obtention du diplôme, en donnant pour chaque emploi (voir modèle ci-dessous) les dates de début et de cessation d'emploi, le nom de l'employeur et les postes occupés.]</p> <p>De [année] :                      À [année] :</p> <p>Employeur :</p> <p>Poste(s) occupé(s) :</p> |
| 14. | Détails des tâches assignées   | [Citer toutes les tâches à accomplir en vertu de la présente mission]   |
| 15. | Les travaux réalisés qui illustrent le mieux la capacité à réaliser les tâches assignées : | [Parmi les missions auxquelles l'employé a pris part, fournir les informations suivantes pour les missions qui illustrent le mieux sa capacité à réaliser les tâches indiquées au point 11.]  |

Nom de la mission ou du projet :

Année :

Lieu :

Client : **y compris le nom du superviseur et son adresse électronique actuelle**

Caractéristiques principales du projet :

Poste occupé :

Activités réalisées :

**16. Références :**

Fournir au moins trois attestations de bonne exécution ou trois lettres de recommandation délivrées par les superviseurs pour des missions accomplies par le personnel clé.

[L'Agence MCA-Morocco se réserve le droit de contacter d'autres sources et de vérifier les références de l'employé, en particulier pour ses performances antérieures dans les projets financés par la MCC.]

**17. Certification :**

Je, soussigné, certifie que, à ma connaissance, le présent CV décrit exactement ma personne, mes qualifications et mon expérience. Je reconnais que toute déclaration inexacte faite de manière délibérée qu'il contiendrait peut entraîner ma disqualification ou ma radiation, si je suis retenu.

Je, soussigné, m'engage par la présente à participer aux côtés de/du **[Consultant]** à la demande de propositions susmentionné. Je déclare en outre que je suis apte et disposé à travailler :

2. pour la/les périodes définies dans les Termes de référence spécifiques joints à la lettre d'invitation ci-dessus référencée au poste pour lequel mon CV a été inclus dans la proposition du Consultant et
3. pendant la période d'exécution du Contrat.

Signature du membre du Personnel clé

Si le formulaire NE porte PAS la signature du membre du Personnel clé, alors en signant ci-dessous, le représentant habilité du Consultant formule la déclaration suivante :

« Compte tenu de ma signature apposée ci-dessous, si le membre du Personnel clé N'a PAS signé ce CV, je déclare en conséquence que les informations qu'il contient sont, à ma connaissance, vraies et exactes ET JE confirme qu'après m'être entretenu avec lui, j'ai obtenu l'assurance qu'il restera disponible pour cette mission si le Contrat est adjudgé»

Signature du représentant habilité du Consultant

Jour / mois / année

## Formulaire FIN-4. Ventilation de la Rémunération

Re : " SELECTION D'UN CABINET AVOCATS-CONSEILS AU PROFIT DE MCA-MOROCCO»

Réf: CQS/MCA-M/PP-08/CIF & COMPACT

Les taux présentés dans ce Formulaire seront utilisés pour calculer le montant des prestations. Le niveau d'effort sera ajusté suite à la proposition que le consultant va soumettre pour chaque prestation mais les taux resteront identiques à ceux présentés dans ce formulaire.

Nom <sup>2</sup>	Fonction <sup>3</sup>	Taux Plein par Personne et par jour <sup>4</sup>	
Personnel Étranger		Dollar américain (USD)	Dirham marocain (MAD)
Personnel Local			

1. Le Formulaire FIN-4 doit être complété pour le Personnel clé et les autres membres du Personnel repris dans le Formulaire TECH-8.
2. Le Personnel professionnel doit être indiqué individuellement ; le personnel de soutien doit être indiqué par catégorie (par exemple : rapporteurs, personnel administratif).
3. Les fonctions du Personnel clé doivent coïncider avec celles indiquées dans le Formulaire TECH-8
4. Indiquer les taux par personne et par jour. **Fournir des prix complets hors frais de déplacement**

ANNEXE 3- PROCEDURE DE SOUMISSION ELECTRONIQUE DES PROPOSITIONS

- 1 Chaque consultant recevra un lien de demande de fichiers (via l'email) et utilisera ledit lien pour soumettre sa proposition complète. Pour éviter tout équivoque, proposition complète = proposition technique + proposition financière.
- 2 Le lien de demande de fichiers expire à la date limite de soumission des propositions.
- 3 Tous les documents soumis (que ce soit en en fichier simple ou en dossiers de fichiers) doivent être au format PDF.
- 4 Les propositions financières doivent être protégées par un mot de passe pour l'accès, c'est-à-dire que le (s) fichier (s) PDF ne peut pas être ouvert sans le mot de passe.
- 5 Des instructions sur la façon de protéger les fichiers PDF d'Adobe Acrobat peuvent être consultées à partir de : <https://helpx.adobe.com/Acrobat/using/Securing-pdfs-passwords.html>. Si vous avez seulement Adobe Reader, il est conseillé qu'un programme gratuit comme PDFMate soit téléchargé et installé. Les Instructions sur la protection des fichiers PDF par mot de passe dans PDFMate peuvent être consultées à partir de : <http://www.pdfmate.com/feature-Encrypt.html>
- 6 Les propositions techniques et les propositions financières doivent être soumises dans des fichiers/dossiers/dossiers zippés (PDF) distincts.
- 7 Les propositions techniques et financières ne doivent pas dépasser 10 Go chacune.
- 8 Les consultants sont informés que la capacité de leur bande passante Internet déterminera la vitesse à laquelle leurs propositions seront téléchargées via le lien de demande de fichier. Il est donc conseillé aux consultants de commencer le processus de téléchargement de leurs propositions, via le lien de demande de fichier, en temps adéquat avant la date limite de soumission des propositions.
- 9 Les consultants qui obtiennent la note minimale requise de qualification technique doivent fournir les mots de passe de leurs propositions financières à une date ultérieure. Les consultants qui envoient leurs mots de passe pour leurs propositions financières avant d'être officiellement invités à le faire verront leurs propositions rejetées.
- 10 Les propositions techniques et financières doivent être soumises uniquement via le lien de demande de fichiers. Les propositions soumises par courrier électronique ne seront pas acceptées. En outre, les propositions complètes doivent être soumises au plus tard à la date et l'heure limites de soumission de la proposition. Un consultant qui soumet uniquement la proposition technique ou seulement la proposition financière verra sa proposition rejetée. De même, un consultant qui soumet uniquement sa proposition technique en version papier et seulement sa proposition financière par voie électronique- ou vice versa verra sa proposition rejetée.
- 11 Les consultants doivent utiliser la nomenclature suivante pour les noms de fichiers de propositions :
  - a. Nom du fichier de la proposition technique : PP-08\_***TechPro [nom du consultant] MCA-Morocco***
  - b. Nom du fichier de la proposition financière : PP-08\_***FinPro [nom du consultant] MCA-Morocco***